

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°258 DU MERCREDI
20 SEPTEMBRE 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Les partis politiques non affiliés sur la situation sociopolitique

Brigi Rafini, désormais "nu" et discrédité



Appel à la reprise du dialogue politique

Pourquoi le pouvoir fait la cour à l'opposition ?

Remaniement ministériel

La rencontre entre Issoufou et Bazoum a eu lieu

Nigelec

Serait-elle sur le marché déjà ?

Les points sur les i

Que Brigi Rafini arrête de «constiper» les Nigériens avec ses discours abracadabrants d'extra-nigérien

Tout le monde, y compris les Forces de défense et de sécurité, les partenaires techniques et financiers (PTF), les alliés du Pnds Tarayya, les citoyens nigériens sans coloration politique, le savent et le disent sans ambages, mais Brigi Rafini, Mahamadou Issoufou, Bazoum Mohamed, Hassoumi Massoudou et consorts font feu de tout bois pour chercher à démentir ce qui crève pourtant les yeux. Pour Brigi Rafini, le porte-parole du jour, la démocratie serait réelle au Niger et les institutions fonctionneraient normalement. Alors, pourquoi se priverait-il alors de parler de dialogue politique ? De deux choses, l'une : soit Brigi Rafini est sur une autre planète, parle dans une langue que lui seul comprend et s'adresse à des publics que seuls ceux qui sont de son monde voient, ou bien tous les citoyens nigériens sont ingrats pour ne pas constater le travail gigantesque qu'ils ont réalisé pour consolider la démocratie, l'Etat de droit et la justice au Niger. Les uns et les autres vivent manifestement dans deux mondes qui s'excluent, voire qui s'ignorent car distants de plusieurs années-lumière, sans aucune possibilité d'interconnexion. Mahamadou Issoufou, Brigi Rafini, Bazoum Mohamed, Hassoumi Massoudou et consorts sont des extra-Nigériens, coupés de leur monde réel par une panoplie de sales affaires, les unes plus rocambolesques que les autres. De l'uraniumgate, la plus prospère et la plus vite réalisée à la distribution de permis miniers aux membres du clan en passant par le détournement de l'aide alimentaire pakistanaise, que d'affaires qui peuvent rendre autiste n'importe quel gouvernant face aux plaintes et jérémiades de son peuple ; face aux exigences de respect des lois ; face aux réclamations de justice équitable ; face, en somme, aux dénonciations d'une caporalisation des institutions de la République et d'un dévoiement de la démocratie et des règles de jeu qui la sous-tendent.

Commençons par le hold-up électoral de février-mars 2016 pour dire à Brigi Rafini

qu'un démocrate ne fait ce qu'on a constaté au Niger à l'occasion et que la démocratie, ce n'est pas, loin s'en faut, des dépouillements sous des arbres, loin de la ville et des taux de participation fabriqués qui dépassent parfois – comble de honte – les 100%. C'est particulièrement le cas dans sa région natale, Agadez, où la Ceni a proclamé des résultats de 99,65%, de taux de participation à Aderbissinaat ; de 104,25% à Danetet 131,34% à Gougaram. Une HONTE !

Peut-on construire la démocratie sur du faux ? Un régime issu de tels résultats doit en réalité avoir honte de parler de démocratie, c'est-à-dire de légitimité populaire.

Allons plus loin, pour dire à Brigi Rafini que la démocratie, c'est aussi le respect des principes de base de toute justice véritable, notamment la présomption d'innocence, les décisions de justice et l'équité vis-à-vis des citoyens, qu'ils soient de votre parti politique ou pas. Évidemment, lorsqu'on peut impunément refuser de s'incliner devant un arrêt de la Cour d'État, la plus haute juridiction de son pays en matière administrative, il n'y a pas à s'inquiéter de nier publiquement ce qui est connu de tout le monde.

Le scandale des deux poids deux mesures qui règne au Niger et qui fait que les citoyens nigériens ne sont plus égaux devant la justice n'est-il pas plutôt propre aux régimes d'exception ?

Brigi Rafini a parlé également d'institutions de la République qui fonctionneraient toutes, faisant ainsi une omission volontaire propre à tous ceux qui ne sont pas sincères. Le Conseil de la République (article 69 de la Constitution) fonctionne-t-il ? Pourtant, ce conseil est institué en vue de « prévenir et de résoudre les crises institutionnelles et politiques, de manière consensuelle, dans le respect de la Constitution ». Et vous savez pourquoi le Conseil de la République ne fonctionne pas ? Eh bien, c'est la seule institution de la République qui va réunir, si elle tient la moindre session, Mahamadou Issoufou et des personnalités qu'il ne vou-

drait pas voir, à plus forte raison les écouter et prendre en compte leur vision de la situation et leurs propositions de solutions. Si le conseil de la République se tient, Mahamadou Issoufou sera obligé d'accueillir Mahamane Ousmane, son frère ennemi et Mamadou Tanja, qu'il a roulé dans la farine ainsi que Hama Amadou, celui qu'il a emprisonné pour aller seul aux élections. Partager un même espace avec ces personnalités qui vont nécessairement lui cracher ses insuffisances et ses défaillances dans la conduite des affaires de la République, c'est certainement trop demander à Mahamadou Issoufou. Et ce n'est pas certainement un Brigi Rafini qui va le dire.

Je ne parle pas, encore, des assemblées locales qui doivent être renouvelées depuis plus d'un an et que Brigi Rafini et ses potes ont reporté et continuent de reporter à volonté. N'essayez pas de noyer le poisson dans l'eau, vous n'y arriverez pas. Car, vous êtes désormais « nus » et tout le monde le sait.

De fait, Brigi Rafini sait que ses propos n'ont aucune crédibilité. Ni au Niger, ni à l'extérieur. En invitant l'opposition politique à une reprise du dialogue, l'homme se trahit, révélant à qui ne le sait pas encore, que le dialogue politique est mort et qu'il va falloir le ressusciter, pardon, le faire renaître. Le hic, c'est que Brigi Rafini adresse sa lettre au chef de file de l'opposition, condamné à un exil en France par un régime qui a fait preuve du peu d'égard qu'il a pour les lois de la République. Mahamadou Issoufou n'a-t-il pas violé maintes fois la constitution qu'il a juré, la main sur le Saint Coran, de respecter et de faire respecter ? Mieux que quiconque, Brigi Rafini sait que leur pouvoir est le pire de l'histoire du Niger de ce ¼ de siècle de démocratie multipartite. Qu'il arrête, donc, de « constiper » les Nigériens avec ses discours abracadabrants d'extra-nigérien qui ignore ce qui s'est passé, ce qui se passe et le sort auquel ils ont condamné le peuple nigérien, épris de démocratie et de justice.

Mallami Boucar

Les partis politiques non affiliés sur la situation sociopolitique

Brigi Rafini, désormais "nu" et discrédité

Ayant longtemps caché son jeu en présentant au grand jour l'image débonnaire d'un homme politique respectueux des lois et soucieux d'une démocratie apaisée, juste et crédible, Brigi Rafini a fini par être découvert sous son vrai jour, «sans turban». Surpris dans un refus de s'incliner devant un arrêt de la Cour d'État, la plus haute juridiction de son pays en matière administrative, dans le contentieux avec Africard dont il est un des responsables majeurs, Brigi Rafini a perdu toute crédibilité aux yeux des Nigériens à force de ramer à contre-courant. Ainsi nie-t-il ouvertement la mise à mort de la démocratie alors qu'il a été incapable, au sein du CNDP [ndlr : Conseil national de dialogue politique] de préserver la tradition de dialogue politique qui a permis, durant des années, de policier les rapports entre les différents camps politiques. Face à ce constat d'échec et d'incapacité, les partis politiques non affiliés pour l'alternance démocratique (FPNAD) ne sont pas passés par quatre chemins pour exiger le départ, pur et simple de Brigi Rafini



et son rejet systématique de toutes formes de modification des lois électorales au Niger sans la participation des autres couches sociopolitiques (Non affiliés, Opposition, société civile).

FRONT DES PARTIS POLITIQUES NON AFFILIES

Niamey, le 18 septembre 2017

POUR L'ALTERNANCE DEMOCRATIQUE AU NIGER (FPNAD)

Le Président
A

**Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Président du CNDP**

Réf : 0041/PPNA/2017

Objet : Situation politique au Niger

Monsieur le Président,

Depuis les élections générales controversées de 2016, la situation politique au Niger est en train de prendre de plus en plus une tournure dangereuse, complexe et inattendue par le peuple nigérien. En effet, il est aisé de constater plusieurs violations des droits humains à travers des arrestations ou menaces à l'endroit des acteurs sociopolitiques pour leurs opinions par rapport à la vie de la Nation.

A cela s'ajoute l'interdiction des manifestations publiques à toutes les organisations non favorables au régime de la 7^{ème} République, alors que ce droit est bien encadré par la constitution de la République du Niger en ses articles 9 et 32.

De même le refus délibéré par votre gouvernement d'organiser les élections locales dans le délai requis et de manière participative est aujourd'hui au centre de plusieurs inquiétudes au Niger. Cette situation est aggravée par l'absence d'un fichier électoral fiable et le manque de volonté de votre gouvernement d'élaborer un fichier électoral biométrique de manière consensuelle et transparente.

D'autre part, vos intentions malveillantes visant à saper et bâillonner les dispositions légales qui régissent la vie politique au Niger, ont contribué plonger le Conseil National du Dialogue Politique (CNDP) dans un dysfonctionnement sans lendemain, nonobstant toutes nos

tentatives à préserver cet important cadre institutionnel. Nous ne comprenons pas votre allergie à doter le CNDP d'un règlement intérieur propre, à tenir compte des aspirations des autres composantes politiques et sociales du Niger.

Par conséquent, nous vous réaffirmons notre rejet systématique de toutes formes de modification des lois électorales au Niger sans la participation des autres couches sociopolitiques (Non affiliés, opposition, société civile).

Devant, une telle crise politique nous sollicitons la médiation de la communauté internationale afin de créer la base d'un dialogue transparent.

Par ailleurs, nous constatons votre incapacité à réunir tous les trois groupes politiques au sein du CNDP et votre mépris vis-à-vis des solutions consensuelles.

Vu votre inaptitude à consolider le dialogue politique, nous demandons votre départ en tant que Président du CNDP afin de sauver le Niger de l'incertitude.

Toutefois, le Front des Partis Politiques Non Affiliés pour l'Alternance Démocratique (FPNAD) reste favorable et déterminé pour la préservation du dialogue politique et le retour de la quiétude au sein du CNDP.

Tout en vous souhaitant une bonne compréhension, veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre haute considération.

AMPLIATION

CNDP
FRDDR
MRN
UE
CEDEAO
NDI
USAID
PRESSE

Le Président
HAMBALY Dodo Oumarou

Appel à la reprise du dialogue politique

Pourquoi le pouvoir fait la cour à l'opposition ?

La semaine dernière, le Premier ministre Brigi Rafini a, en sa qualité de président du Conseil national de dialogue politique, adressé une correspondance au chef de file de l'opposition pour inviter les partis membres de cette opposition à une reprise du dialogue politique. Mais l'opposition a posé des conditions avant toute rencontre avec un pouvoir resté longtemps sourd à tous les appels lancés par cette opposition et qui semble à présent contraint de créer les conditions d'une décrispation du climat politique.

Dans sa correspondance au chef de file de l'opposition, le Premier ministre avait demandé que les différents acteurs politiques se retrouvent le 17 septembre dernier à son cabinet, en vue de jeter les bases d'une relance du dialogue politique. Cinq représentants de la majorité au pouvoir et cinq de l'opposition devaient prendre part à cette rencontre qui allait proposer un chronogramme des rencontres du CNDP. Cependant et tout en disant saluer cette initiative, l'opposition a, à travers le président du Front pour la restauration de la démocratie, la défense de la démocratie et de la République (FRDDR), refusé de prendre part à la rencontre. Entre autres raisons pour justifier son refus de répondre à son appel, l'opposition dit au Premier ministre Brigi Rafini que non seulement leur régime a mis à mal les libertés publiques et la démocratie au Niger, mais qu'elle doute aussi de la sincérité du même régime à mener des échanges francs et sincères. En outre, l'opposition a estimé que le cadre de dialogue doit aller au-delà des camps politiques pour inclure des témoins. Selon le président du FRDDR Amadou Djibo Ali dit Max, «c'est seulement lorsque cette phase aura été franchie, qu'il serait alors loisible aux acteurs politiques de se retrouver en toute sérénité au sein du CNDP et de débattre profitablement des questions

soumises à son examen». Depuis la fin du premier mandat du Président Issoufou Mahamadou, le CNDP ne s'est jamais réuni en présence des différentes parties qui le composent, à savoir la majorité, l'opposition et les partis non-affiliés. A la veille des élections législatives et présidentielles de février et mars 2016, l'opposition avait, à maintes reprises, demandé la convocation de ce cadre de dialogue politique afin de discuter sur certains litiges à propos du processus électoral. Très souvent, le président du CNDP n'a jamais accordé de crédit aux demandes de cette opposition. Les quelques rares fois que les rencontres ont été organisées, l'opposition et les partis non-affiliés étaient obligés de se retirer face au choix de la majorité d'imposer ses points de vue dans un cadre qui, depuis sa mise en place en 2005, a toujours fonctionné sur la base du consensus. C'était le cas par exemple lors du débat sur le vote par témoignage que la majorité a fini par imposer. Après les élections controversées au terme desquelles le Président Issoufou Mahamadou s'est octroyé un second mandat, le CNDP a tout simplement cessé de fonctionner puisqu'il ne tenait plus de réunion. Et lorsque même il en tenait, il n'y a que les partis de la majorité qui y assistaient. Et cela ne semblait guère déranger le pouvoir qui se glorifiait de



sa majorité numérique. Pourquoi donc cet intérêt subit du même pouvoir à vouloir coûte que coûte faire participer l'opposition au dialogue politique au sein du CNDP ? Selon les analystes, il y a beaucoup de raisons qui doivent avoir poussé le régime du Président Issoufou Mahamadou à mettre de l'eau dans son vin, en tentant de décrisper un climat politique que ses comportements ont contribué à alourdir.

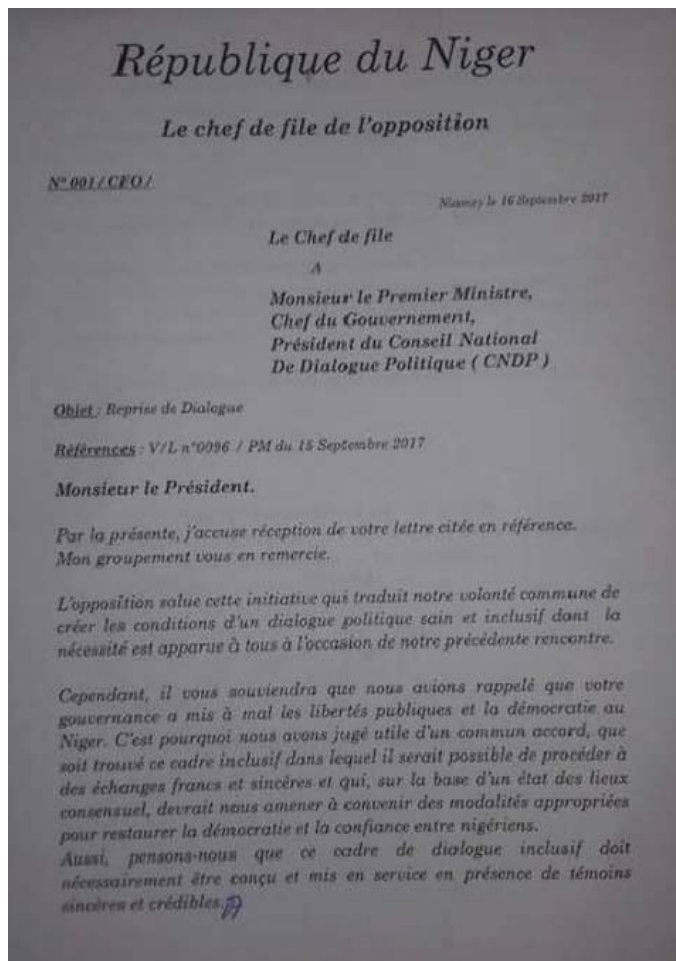
Des raisons internes et externes

Les raisons qui ont poussé le pouvoir à tendre la main à l'opposition peuvent être de deux ordres : internes et externes. Au niveau interne, le pouvoir s'est sans doute rendu compte que malgré la pléthore des partis politiques qui composent la Mouance pour la renaissance du Niger (MRN), il ne jouit toujours pas de l'assentiment des Nigériens. La deuxième raison, tou-

jours au niveau interne, est que sur le plan social les foyers de tension ne font que s'allumer dans les différents secteurs sensibles comme l'éducation et la santé et le commerce. Le pouvoir pense donc minimiser les impacts de toutes ces situations en faisant la paix avec l'opposition. S'agissant des raisons externes qui peuvent avoir influencé le nouveau comportement du pouvoir, on peut évoquer l'hostilité de plus en plus manifeste à laquelle fait face le régime du Président Issoufou de la part d'une large partie de la Communauté internationale, depuis les élections controversées de février et mars 2016. En effet, à partir la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme, la Communauté internationale ne semble pas avoir un partenariat sérieux avec les tenants du pouvoir de Niamey. On est loin de la période faste du premier mandat du Président

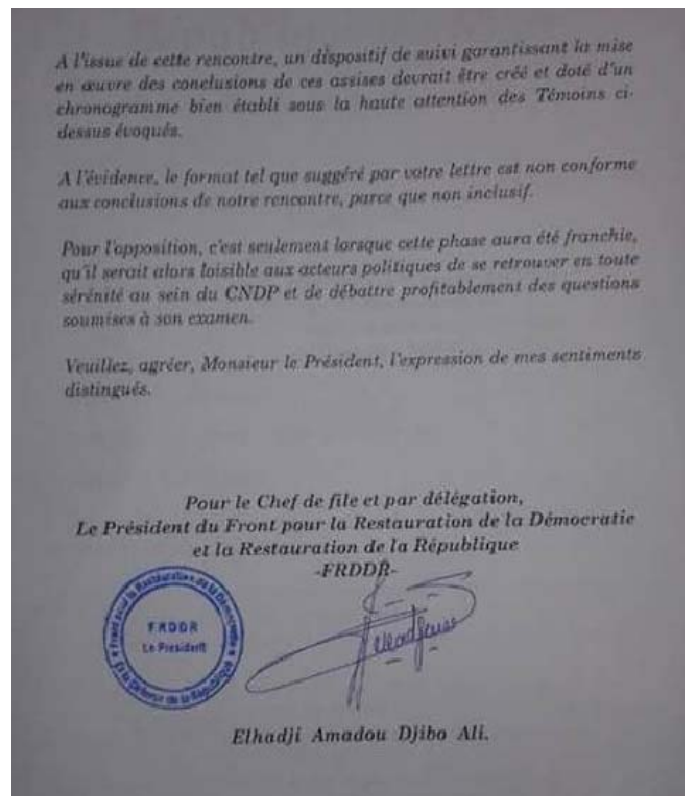
Appel à la reprise du dialogue politique

Pourquoi le pouvoir fait la cour à l'opposition ?



Issoufou Mahamadou où il ne se passait pas de semaine sans que Niamey ne signe de convention de financement de plusieurs milliards de francs CFA avec un

partenaire bi ou multilatéral. Or, c'est sous ce deuxième mandat que le Président Issoufou Mahamadou et son gouvernement ont plus besoin des res-



sources de la part des différents partenaires pour faire face au chapelet de revendications des partenaires sociaux. Il s'est sans doute trouvé des partenaires qui ont conditionné leurs aides à une véritable décripation du climat politique national, qui passe par un dialogue avec l'opposition politique. Une autre raison

peut être que le Président Issoufou Mahamadou a voulu se servir de la présence de l'opposition à la réunion convoquée par le président du CNDP pour se donner une image de démocrate irréprochable à New York (USA) où il prend part à l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Oumar Aboubacar Mohamed

FRONT DES PARTIS POLITIQUES NON AFFILIÉS POUR L'ALTERNANCE DEMOCRATIQUE AU NIGER (FPNAD)

COMMUNIQUE DE PRESSE

La situation politique au Niger, depuis les élections générales controversées de 2016, a pris une tournure dangereuse, complexe et inattendue par le peuple nigérien. En effet, il est aisé de constater plusieurs violations des droits humains à travers des arrestations ou menaces à l'endroit des acteurs sociopolitiques pour leurs opinions par rapport à la vie de la Nation.

A cela s'ajoute l'interdiction des manifestations publiques à toutes les organisations non favorables au régime de la 7^{ème} République, alors que ce droit est bien encadré par la constitution de la République du Niger en ses articles 9 et 32.

De même, le refus délibéré par le gouvernement d'organiser les élections locales dans le délai requis et de manière participative est aujourd'hui au centre de plusieurs inquiétudes au Niger. Cette situation est aggravée par l'absence d'un fichier électoral fiable et le manque de volonté d'élaborer un fichier électoral biométrique de manière consensuelle et transparente.

D'autre part, les intentions malveillantes du gouvernement visant à saper et bâillonner les dispositions légales qui régissent la vie politique au Niger, ont contribué à plonger le Conseil National du Dialogue Politique (CNDP) dans un dysfonctionnement sans lendemain, nonobstant toutes les tentatives des partis politiques non affiliés et ceux de l'opposition à préserver cet important cadre institutionnel.

Le Front des Partis politiques non Affiliés pour l'Alternance Démocratique (FPNAD) condamne la léthargie qui caractérise le fonctionnement du CNDP du fait de l'absence d'un règlement intérieur propre et de la non prise en

compte des aspirations des autres composantes politiques et sociales du Niger.

Par conséquent, le FPNAD réaffirme son rejet systématique de toutes formes de modification des lois électorales au Niger sans la participation des autres couches sociopolitiques (Non affiliés, Opposition, Société civile).

Devant, une telle crise politique le FPNAD sollicite la médiation de la communauté internationale afin de créer la base d'un dialogue transparent, libre et inclusif.

Par ailleurs, le Front des Partis politiques Non Affiliés pour l'Alternance Démocratique (FPNAD) constate l'incapacité de Birgi Rafini à réunir tous les trois groupes politiques au sein du CNDP et son mépris vis-à-vis des solutions consensuelles.

Vu l'inaptitude de Birgi Rafini à garantir la consolidation du dialogue politique, le Front des Partis politiques Non Affiliés pour l'Alternance Démocratique (FPNAD) demande son départ en tant que Président du CNDP afin de sauver le Niger de l'incertitude.

Toutefois, le Front des Partis Politiques Non Affiliés pour l'Alternance Démocratique au Niger (FPNAD) reste favorable et déterminé pour la préservation du dialogue politique et le retour de la quiétude au sein du CNDP.

Fait à Niamey, le 18 septembre 2017.

Le Président du FPNAD
HAMBALY Dodo Oumarou

Remaniement ministériel

La rencontre entre Issoufou et Bazoum a eu lieu



Selon une source digne de foi, le Président Issoufou Mahamadou aurait rencontré Bazoum Mohamed il y a quelques jours de cela. Les discussions auraient été axées sur la nomination du prochain Premier ministre. Sans passer par des détours, Mahamadou Issoufou aurait dit à son interlocuteur direct de ce qu'il pensait de Bazoum par rapport à ce poste de Premier ministre. Le Président Issoufou lui aurait fait comprendre qu'en réalité il n'a pas la carrure d'un Premier ministre, particulièrement dans un contexte de crise multiforme où il lui faudrait quelqu'un capable de faire face à tous les problèmes actuels que traverse le régime. Actuellement, le gouvernement fait face à une tension de trésorerie très difficile. Où faut-il trouver de l'argent pour faire face à la situation ? Et comment maintenir nos alliés au sein de la mouvance ? Tels sont, entre autres, les défis qu'il faudra relever. « Il n'y a aucun problème entre Bazoum et moi », aurait affirmé Mahamadou Issoufou, mais honnêtement, il lui conseillerait d'aller réfléchir par rapport à ce poste.

Hadj 2017

Encore des zones d'ombre portant sur de l'argent

Selon une source bien informée, les autorités saoudiennes auraient versé entre 2,5 et 3 millions de riyals saoudiens au Coho concernant la restauration, l'hébergement et d'autres commodités liées au séjour des pèlerins nigériens en terre sainte. Dans un point de presse, Moustapha Kady aurait dit que ce remboursement ne concerne que 3000 pèlerins au lieu des 13 500 pèlerins qui ont effectué le pèlerinage, cette année. Pourquoi Moustapha Kadi intervient-il dans les affaires du pèlerinage ? Qu'en est-il du montant exact et du sort réservé aux 10 500 autres pèlerins ?

Collectivités territoriales

Les bailleurs de fonds refusent de financer

Selon une source bien informée, les bailleurs de fonds, en l'occurrence l'Union européenne, auraient refusé de verser un franc pour le compte des collectivités nigériennes. Les raisons évoquées seraient liées à l'ouverture d'un compte unique au Trésor. Ils pensent que c'est une autre façon de bloquer l'argent destiné aux collectivités pour mener à bien leur fonctionnement normal. En tout cas, jusqu'à nouvel ordre, les bailleurs de fonds refuseraient que leur argent passe dans ce compte unique logé au Trésor national pour le compte des collectivités territoriales.

Nigelec

Serait-elle sur le marché déjà ?

Selon des sources bien informées, la centrale de Gorou Banda serait la principale cause de la liquidation de la Nigelec. Il semble que l'ardoise de la Nigelec pour la connexion avec le Nigeria voisin est très lourde déjà. En plus, il s'y ajouterait celle de Gorou Banda. Selon ces informations, Bolloré serait le prochain preneur du seul fournisseur d'énergie de notre pays.

Chronique

« Qui décide qui est Africain et qui ne l'est pas ? C'est quoi être africain ? Et pourquoi en être fier ? »

L'auteur camerounais Michel Tagne Foko raconte une discussion passionnelle sur les thèmes de l'identité africaine et de la démocratie.

Il y a un débat qui va dans tous les sens. Les gens parlent de l'Afrique avec beaucoup de verbe. Des émotions qui se conjuguent au pluriel. Ça se développe admirablement et, parfois, avec des approximations. Tout le monde veut avoir raison. Ce n'est pas possible autrement. Il y a le camp des gens qui disent qu'il existe plusieurs Afrique et le camp des autres qui disent qu'il n'y en a qu'une. Le sujet qui remonte le plus, c'est celui du patriotisme africain.

Lire aussi : « Oui, on peut critiquer à la fois Kémi Séba et le franc CFA qui nous asservit »

Il y a un monsieur qui se dispute avec un autre. « C'est à cause des gens comme vous que l'Afrique n'avance pas. » Réponse : « C'est ton problème là-bas. » Le monsieur continue : « C'est bien, tu es comme ces gens qui vivent chez les Blancs et votent pour le Front national [FN], hein ? Pauvres de nous, Africains ! »

Nouvelle charge : « Au premier tour de l'élection présidentielle, le FN était en tête au Sénégal. Tu ne vas quand même pas me dire que les Français du Sénégal ne sont que des Blancs. » Le monsieur : « Arrête de me parler parce que, là, tu racontes des conneries. Seules quatre cents personnes ont voté FN et tu appelles ça être en tête ? » L'interlocuteur : « Toi aussi arrête de me parler parce que, là, tu vas m'énerver. Déjà, que je ne vote même pas dans ce pays »

Lire aussi : Xénophobie en Afrique : « Il faut arrêter de croire que seule l'Europe expulse des gens ! »

Et voilà que s'est ouvert le sujet de la démocratie et de l'identité. Il y a quelqu'un qui a dit : « Je suis africain avant d'être guinéen. » Un autre : « Laissez-moi avec vos conneries ! Je suis moi, camerounais d'abord. » Il y a quelqu'un qui a dit que les Camerounais sont atteints du syndrome de Stockholm. Plus précisément : « Même s'il

y a des élections transparentes au Cameroun, le vieux Biya va toujours gagner. Vous êtes amoureux de votre geôlier. » Ils me demandent où est-ce que je me situe dans leurs causeries. Ils insistent. Je dis que je suis d'abord l'enfant de ma mère, avant d'être aussi celui de mon père, après l'enfant de ma famille, de mon royaume, du pays bamiléké avant d'être celui de mon pays d'origine, le Cameroun, de mon pays d'accueil la France, et citoyen du monde. On me dit que je suis hors sujet. Irrité, je me tais et j'observe.

« Tu n'es pas africain ! »

Il y a un certain Onana qui se dispute sur l'Afrique avec Jean-Luc. Il est clair qu'ils n'ont pas du tout la même vision de l'Afrique ni pour l'Afrique. Jean-Luc : « Il faut qu'il y ait davantage d'actions humanitaires vers l'Afrique. » Onana : « Non, je ne suis pas d'accord. Il faut que cela cesse. Ces machins humanitaires salissent le nom de l'Afrique. » Il continue : « Il faut laisser aux Africains le choix de construire leur avenir. » Jean-Luc rétorque : « Je suis d'accord avec le fait qu'il faudrait qu'on nous laisse le choix de construire notre avenir, mais cela ne doit pas écraser le fait que le continent a besoin d'humanitaire à l'heure actuelle pour s'en sortir. » Exacerbé, Onana lui dit : « Nous ? Nous quoi ? Tu n'es pas africain ! » Ces quelques mots ont du mal à être digérés par Jean-Luc. Il est en colère : « Tu sais quoi de moi ? Qui es-tu pour m'interdire d'être africain. » Les deux protagonistes sont au bord d'en finir avec les mains, dans ce pays où les gens se disent civilisés...

Lire aussi : Un milliard de citadins dans vingt ans : l'Afrique est-elle prête ?

Il y a d'un côté Onana qui dit : « Je suis africain et fier de l'être. » Et de l'autre, il y a Jean-Luc... qui dit aussi la même chose ! C'est là que je me pose la question de savoir ce que veut dire être africain. Qui décide de qui est africain et de qui ne l'est pas ? C'est quoi être africain ? Ça sert à quoi de l'être ou de ne pas l'être. Et pourquoi en être fier ?

Il se dit qu'Onana est né à Yaoundé, capitale de la République du Cameroun. Qu'il a vécu dans cette ville. Qu'il n'est allé à Douala, capitale économique du pays, qu'une ou deux fois dans sa vie. Et que c'est à l'âge de 20 ans qu'il s'est envolé pour la France, où il vit depuis une quinzaine d'années. Ce qui veut dire qu'il ne connaît du Cameroun que Yaoundé et Douala.

Il se dit que Jean-Luc est né à Paris, en France. Et lorsqu'il eut quelques mois, sa famille s'est installée à Pointe-Noire, capitale économique de la République du Congo, pour le travail. Et du coup, il a sillonné le pays au gré des affectations de son père, il n'est rentré en France qu'à l'âge de 20 ans. Il dit souvent, en parlant de son enfance africaine : « Dans ma classe, il y avait plein d'enfants noirs. J'étais le seul Blanc et je me souviens qu'au début les autres venaient tirer ma peau pour voir si le blanc s'enlèverait »

Par Michel Tagne Foko (Le Monde Afrique)

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N